



## Les relations saines et égalitaires

Webinaire « Le Courage d'Agir »

4 novembre 2020

*La transcription est fournie afin de faciliter l'accessibilité de la communication et peut ne pas être un compte rendu intégral.*

Andréanne St-Gelais :

Bonjour à tous et à toutes, bienvenue à ce webinaire. Je m'appelle Andréanne St-Gelais, je suis coordonnatrice du projet Le courage d'agir, qui est une initiative pancanadienne lancée il y a deux ans qui vise à combattre puis à prévenir la violence fondée sur le genre dans les campus postsecondaires à travers le Canada. C'est une initiative qui s'appuie vraiment sur les recommandations clés du rapport de *Possibility Seeds Consulting*, rapport qui s'intitule *Le courage d'agir, élaborer un cadre national pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaire*.

Le courage d'agir c'est la première collaboration pancanadienne du genre qui réunit des experts, des expertes, mais aussi des partenaires de partout au Canada pour mettre fin à la violence fondée sur le genre sur les campus. Une des caractéristiques clés de notre projet est la série de webinaires gratuits où on invite des experts, des expertes à discuter des concepts clés et à partager des pratiques prometteuses pour mettre fin à la violence fondée sur le genre sur les campus.

Au nom de toute l'équipe, je vous souhaite à tous et à toutes la bienvenue à ce webinaire qui porte sur les relations saines et égalitaires et qui est offert par Isabelle Arcoite, sexologue et fondatrice de l'organisme On SEXplique ça. Avant de la présenter plus formellement, une petite note sur le format. Isabelle prendra la parole pendant environ 45 minutes et je vous invite tout au long de la présentation à soumettre vos questions, vos commentaires dans la boîte de questions et réponses. À la fin du webinaire, donc dans les 10 dernières minutes, on prendra le temps de répondre aux différentes questions.

À la fin du webinaire, vous allez aussi recevoir un lien vers un formulaire d'évaluation. On vous serait très reconnaissants, très reconnaissantes, de bien vouloir prendre quelques instants pour nous faire part de vos commentaires. Ça nous aide directement à améliorer les prochaines activités du projet. À noter aussi que tous les commentaires reçus sont anonymes et, autre chose que vous allez recevoir après le webinaire, il y aura un lien d'enregistrement vers la conférence d'aujourd'hui. Donc, vous allez pouvoir la consulter à nouveau au besoin et aussi la partager avec vos réseaux.

Quelques autres petits éléments d'information : on a la chance que notre série de webinaires soit soutenue par l'ASEUCC, l'Association des services aux étudiants des universités et collèges du Canada et notre projet est aussi rendu possible grâce au soutien et au financement du ministère de Femmes et Égalité des genres et du gouvernement fédéral du Canada.



Avant de débiter la prochaine diapositive, on souhaite reconnaître que notre travail se déroule sur et à travers les territoires traditionnels de nombreuses nations autochtones. On reconnaît que la violence fondée sur le genre est une forme de violence causée par la colonisation qui est utilisée pour marginaliser et déposséder les peuples autochtones de leurs terres et de leurs eaux. Donc, notre travail vise à honorer cette vérité alors qu'on s'efforce de le décoloniser et de rendre justice aux femmes autochtones qui sont disparues et qui sont assassinées à travers le pays.

Avant de présenter Isabelle, une dernière petite note. Je veux vous inviter à prendre un moment pour prendre une profonde respiration parce que le travail de prévention de lutte aux violences fondées sur le genre, c'est un travail qui est difficile et il y a beaucoup de personnes qui œuvrent dans ce domaine-là en raison de leur propre expérience de survie ou en soutien aux personnes, aux amis, aux gens qu'ils aiment et dont ils se soucient et qui ont aussi subi des violences fondées sur le genre. Donc, juste un petit rappel au travers de ce webinaire de faire attention à votre bien-être lorsque vous écoutez, lorsque vous participez à ces conversations-là qui peuvent être difficiles.

Un petit mot sur notre conférencière d'aujourd'hui. Isabelle Arcoite est sexologue, membre de l'ordre professionnel des sexologues du Québec et de l'association des sexologues du Québec où elle siègeait sur le conseil d'administration à titre de responsable du comité d'éducation à la sexualité. Elle termine une maîtrise où elle a rédigé un mémoire portant sur l'impact des normes de genres sur les modèles de masculinité véhiculés en contexte sportif. Elle est aussi l'une des fondatrices de l'organisme On SEXplique ça qui se spécialise dans l'utilisation du numérique pour favoriser l'accessibilité à une éducation à la sexualité saine, positive et inclusive pour tous les jeunes. Donc, Isabelle, la parole est à toi.

Isabelle Arcoite :

Merci beaucoup Andréanne. Merci beaucoup à toutes celles et tous ceux qui participent au webinaire, donc à la formation d'aujourd'hui. Je vais tenter de modérer ma voix, j'ai l'habitude de parler assez rapidement en général. Donc, avec le stress aussi d'animer une formation, d'habitude c'est encore pire. Je vais tenter de modérer le plus possible. Andréanne, je t'invite à m'avertir si jamais je parle à la manière de Louis-José Houde.

On l'a nommé, alors pourquoi je suis ici avec vous aujourd'hui – il y a plusieurs raisons. Déjà, je suis sexologue, je travaille en éducation à la sexualité et j'ai cofondé il y a 5 ans déjà un organisme qui s'appelle On SEXplique ça. Donc, On SEXplique ça, à la base c'était qui? C'est trois membres plus impliqués, disons, dans l'équipe de travail. Donc, moi-même qui a une maîtrise en sexologie, profil recherche, Émilie Veilleux qui est une collègue à moi, depuis plus de 5 ans, qui a une maîtrise, quant à elle, en profil clinique. Juste pour faire la petite distinction, on est sexologue à partir du baccalauréat, donc on peut obtenir le titre si on est membre de l'ordre à partir d'une formation de premier cycle, mais la formation de deuxième cycle permet d'aller chercher des spécialisations. Donc, moi, j'ai décidé de le faire en



recherche, ce qui fait que ça vient avec la production d'un mémoire et [le fait] d'aller chercher des données statistiques sur toutes sortes de sujets. Alors que le profil clinique permet, quant à lui, d'aller œuvrer en psychothérapie, donc ce qu'on voit souvent, les sexologues dans des bureaux privés et tout ça.

On a également Laurence Desjardins qui est avec nous, qui est bachelière en sexologie et qui s'occupe de coordonner nos services. Comme on l'a dit, la mission à la base c'est d'assurer l'accessibilité à des services d'éducation à la sexualité qui sont fiables, qui sont positifs et inclusifs pour tous les jeunes de 10 à 17 ans. Donc, on mise vraiment sur la promotion d'une sexualité qui va être saine, qui va être épanouissante, qui va être émancipatrice, des termes qui vont revenir plus tard dans la présentation dont on va discuter. Ça s'appuie en fait vraiment sur des valeurs qui sont très importantes pour nous et je trouvais ça important de les mentionner également parce que ça explique un peu pourquoi c'est moi qui suis avec vous aujourd'hui puis pourquoi on s'est tourné vers On SEXplique ça.

Donc, déjà on valorise l'interdisciplinarité et le partage des connaissances simplement parce que la sexologie, c'est un domaine très, très interdisciplinaire. On est amenés à travailler avec toutes sortes de professionnels tout le temps et l'éducation à la sexualité ça ne se fait pas seulement par des sexologues, pas seulement par des parents, pas seulement par des profs, c'est vraiment un travail d'équipe. En termes d'éducation aussi, il faut avoir une vision positive lors de l'enseignement à des jeunes. On pense qu'on n'a pas besoin d'être dans la prévention des méfaits tout le temps, de recourir à des émotions négatives, à la peur, au stress, à l'anxiété. Donc, on pense qu'il y a moyen de faire une éducation qui se trouve à être positive et qui finalement va favoriser l'*empowerment* plus que la peur en fait face à des comportements.

Donc, justement dans cette vague-là d'*empowerment*, bien on a vu l'ère des dénonciations d'abus, il y a plusieurs vagues [de dénonciation] à tous les deux, trois ans à peu près. Ce que ça nous dit en fait c'est que si on a les outils pour en parler, si on a les outils pour demander de l'aide, bien c'est comme ça qu'on va être capable d'aller faire évoluer les mentalités, mais peut-être aussi adapter les services pour les besoins réels de nos jeunes. Donc, c'est vraiment là-dessus qu'on mise dans notre organisation.

Sinon, au niveau de notre présence, on est très présent bien sûr sur les médias parce qu'on cible une éducation accessible. Alors, ce qu'on s'est rendu compte c'était que, bon, dans les centres plus urbains, comme Montréal et tout ça, ça allait bien au niveau des services, on a pas mal de choses. Puis aussitôt qu'on s'éloigne, ou du moins, plus on s'éloigne des centres urbains, moins on a de ressources. Ce qui fait qu'on est très, très, très actives sur les médias sociaux, entre autres sur YouTube qui compte plus d'une centaine de capsules vidéos, il y en a qui sont vu à plus de 500 000 reprises et, pour un groupe québécois, c'est quand même beaucoup. On offre des services variés aussi qui vont autant des conférences aux parents, des ateliers dans des écoles, des formations au personnel enseignant, donc c'est très varié. Puis, on a développé



dernièrement un programme complet d'éducation à la sexualité. C'est un programme qui a été fait avec l'organisation KRISPII qui est une plateforme d'apprentissage en ligne. Ce programme-là en fait c'est simplement pour répondre aux exigences obligatoires en éducation à la sexualité nouvellement arrivées depuis 2018. Donc, on va couvrir des thèmes qui ne viennent pas de nous, qui sont issus du ministère de l'Éducation, mais on offre vraiment quelque chose de clé en main. Sur la plateforme en ligne on retrouve des vidéos, des illustrations, des schémas, des activités, des repères [pour les] enseignants. On est capable d'aller chercher toute l'information qu'on a de besoin pour donner une classe ou un cours d'éducation à la sexualité qui est adéquat et qui est généralisable aussi.

Finalement, quelques reconnaissances qu'on a eues entre autres cette année. On a été finalistes au trophée du numérique, qu'on a remporté avant-hier. On a remporté l'innovation pédagogique de l'année 2020. On était aussi organisme allié au prix égalité Thérèse-Casgrain. [On a aussi eu] différents prix d'entrepreneuriat puis d'économie sociale qui [ont été] remportés au travers des années.

Nos collaborations, ça ressemble à quoi? La coordination au niveau du comité d'éducation à la sexualité de la SQ. On est dans la coalition du communautaire pour l'éducation à la sexualité. On collabore à différents projets, Nouveau Cadre, Mon Ado au secondaire, Kaléidoscope et on est aussi très présentes dans les médias. Je me permets de féminiser parce qu'on est une équipe seulement de femmes. Au niveau des podcasts de Radio-Canada, du journal *La Presse* et ainsi de suite. Alors, voilà, on a quand même une belle visibilité médiatique.

Voilà, donc le cœur du sujet d'aujourd'hui, c'est de traiter de l'éducation à la sexualité puis surtout de comment on peut le faire en ayant une perspective saine et positive. Pour ce faire, on croit que c'est très important d'aller voir un peu l'histoire de l'éducation à la sexualité. Ne vous en faites pas, je ne vous part pas sur un cours d'étymologie, c'est vraiment très rapide comme histoire, mais ça va vraiment teinter ce qu'on a eu comme apprentissage et qu'est-ce qui manque à cet apprentissage-là.

Si on parle, par exemple, du 19<sup>e</sup> siècle, donc de 1869 à 1892, on est dans une situation où l'avortement et la vente de produits contraceptifs, c'est illégal, ces produits-là sont illégaux. La diffusion d'information, c'est très, très informel, et ça, c'est pour les personnes qui réussissent à en avoir. Les populations sont très divisées, aussi les milieux anglophones, les milieux francophones. C'est encore très dans cette guerre-là, en fait, ce qui fait que cette guerre, finalement change les notions d'information qui sont reçues. Donc, les milieux anglophones abordent un petit peu plus l'éducation sexuelle – à ce moment-là, ça s'appelle comme ça – alors que les milieux francophones sont davantage sous l'influence de l'Église catholique et on va voir plus tard les impacts de cette influence. Donc, c'est très présent à ce moment-là. L'éducation à la sexualité, on ne la nomme pas de cette façon-là parce qu'on la considère comme étant coïtale, alors ça doit vraiment être fait dans le cadre de reproduction pratiquée au sein du mariage. C'est



vraiment une éducation qu'on classifie par la peur. C'est « faites ce qu'on vous dit, ne posez aucune question sinon il y a des risques qui vont en découler ».

On évolue un petit peu en 1969, on décriminalise le passage d'informations liées à la contraception. C'est rendu légal. On ne dit pas comment on le fait, mais ce n'est plus de l'ordre criminel. On décriminalise aussi l'avortement, mais seulement dans le cas où les mères sont en danger. On va légaliser aussi la sexualité hors mariage et, attention ici, je trouvais ça important de faire la notion entre l'âge de consentement, qui est de 16 ans pour les partenaires hétérosexuels, mais de 18 ans pour les partenaires homosexuels. Et on a aussi, en 1969, la fondation, la mise sur pied de l'Université du Québec à Montréal qui sera la première à accueillir un programme universitaire en sexologie. À ce jour, c'est toujours la seule en Amérique du Nord à offrir un programme complet en sexologie. La seule autre université mondiale qui offre cette formation c'est l'Université catholique de Louvain et elle est très, très, très spécifique, disons côté biologique, donc, ce n'est pas la sexologie comme on l'entend ici au Québec.

De 1972 à 1985, on a quelques initiatives qui commencent, des mouvements de lutte pour introduire et implanter une nouvelle éducation à la sexualité dans les écoles, autant francophones qu'anglophones. On commence à réaliser qu'on a besoin de ce genre de ressources-là, ce qui fait qu'on est vraiment plus dans une éducation qui est liée à la régulation, au contrôle. Alors, on va vraiment spécifier, en fait, qu'est-ce qui est acceptable et qu'est-ce qui ne l'est pas.

En 1985, la Fédération québécoise pour le planning des naissances, la FQPN, qui fait toujours œuvre à ce jour, fait circuler une pétition qui s'appelle « l'éducation sexuelle : une responsabilité sociale » qui va déclencher, en fait, que l'éducation sexuelle soit accessible dans toutes les écoles de niveau primaire et secondaire. Donc, ça aura pris un moment, mais en 1995, on a des nouvelles orientations, du ministère de l'Éducation. Par contre, on limite l'éducation à deux thèmes bien précis, soit la prévention des grossesses à l'adolescence [et la] prévention de ce qu'on appelait à l'époque, [les] maladies transmises sexuellement, donc les MTS qui sont maintenant les ITSS. Alors, on est très spécifique sur ce qu'on autorise comme contenu.

En 2001, [il y a une] réforme du système scolaire qui entraîne l'abolition complète de l'éducation sexuelle. On avait accès à une éducation qui était très sélective et qui finalement prend fin abruptement en 2001. Donc, c'est terminé au niveau des informations.

En septembre 2018, on a un retour après quelques années de discussion et après avoir vu les conséquences dramatiques – dont on va parler un peu plus tard – sur le manque d'éducation. On a un retour obligatoire dans les écoles qui est proposé par le ministère de l'Éducation, mais qui est fait sous forme d'une liste de contenu. Ce sont des contenus, dont vous voyez le détail ici, ce qui fait que ça ne constitue pas un programme comme tel et, ça, c'est une des premières critiques, en fait. Ce qui est [aussi] observé comme critique face à cette



implantation-là, c'est que, en ayant pas un programme complet, il n'y a pas d'évaluation finale, il n'y a pas de points qui sont donnés pour l'obtention d'un diplôme académique. Donc, finalement, le contenu est obligatoire, mais on n'a pas vraiment de façon de le faire ni de l'évaluer. Il n'y a pas de sexologues qui sont consultés. Au début du processus, l'OPSQ, la SQ ne sont pas impliqués, c'est venu vraiment plus tard où on est allés chercher cette expertise-là. Puis encore, c'était seulement pour de la consultation.

L'implantation se fait très difficilement, on manque de temps, on manque de formation, on manque de ressources humaines, on manque de ressources budgétaires, il y a plusieurs manquements. Et finalement, ça se trouve à être très hétérogène d'une école à l'autre, comme il n'y a pas d'analyse ou d'évaluation de ces acquis-là, c'est vraiment [laissé] à qui a les ressources pour le faire, qui a le temps et on le fait un peu comme on est capables.

Fin de la petite histoire d'éducation à la sexualité. Ce qu'il faut comprendre à partir de ça c'est que ça a eu des conséquences, ce type d'éducation, cette absence d'éducation à la sexualité. C'est important de se situer sur la situation actuelle, sur ce que ça nous dit. Je vous ai sorti trois études que je trouvais particulièrement intéressantes, et là, moi, bon, j'ai fait maîtrise recherche, donc les statistiques et les données c'est mon dada, mais je vais essayer de vous rendre ça aussi intéressant que ça peut l'être pour moi.

Donc, l'étude PIECES – qui est un projet intercollégial d'étude sur le consentement, l'égalité, la sexualité – nous dit qu'une personne sur trois a déjà vécu une forme de violence sexuelle en milieu collégial au cours de l'année, une sur trois, c'est énorme. On nous dit que 53.8% des personnes qui sont victimes n'en ont jamais parlé. Donc, là-dedans, il y a une proportion non négligeable de répondants aussi qui sont en accord ou neutre, et retenez bien ceci, avec des énoncés contraires au cadre canadien relativement au consentement volontaire libre et éclairé. C'est-à-dire que le cadre canadien donne des énoncés sur comment reconnaître ou comment appliquer un consentement volontaire libre et éclairé, bien une proportion dit oui, je ne suis pas vraiment en accord ou je suis un peu neutre avec ça. Il y a une proportion aussi élevée de répondants hommes qui présentent des attitudes moins favorables face au consentement. Donc, c'est vraiment, [ce que certains se disent, c'est que] « selon la situation, je verrai si je décide de respecter le consentement des partenaires ou non ».

33% des participants ont une réponse neutre ou en accord avec le fait de poursuivre une activité sexuelle même si les partenaires se dit non consentants ou ivres. Quand on nomme que le consentement doit être éclairé, bien quand on est ivre, sous influence d'alcool ou de drogue, c'est très difficile d'avoir un consentement éclairé.

L'étude PRESAJ est faite sur les précurseurs des relations sexuelles et amoureuses des jeunes du troisième secondaire. Donc, on se remet à des jeunes qui ont à peu près 14 ou 15 ans. Alors, c'est 12.2 [ans], l'âge moyen du premier visionnement de pornographie. Donc, on estime qu'à

peu près 13 à 14 ans pour les jeunes [filles] et à peu près 8 à 10 ans pour les jeunes garçons. Donc, souvent, bon c'est une étude préliminaire, mais souvent, les jeunes garçons sont exposés plus tôt. 35% ont déjà échangé des caresses sexuelles avec des partenaires, on s'adresse à des jeunes de 14 ou 15 ans, au secondaire. 39% ont déjà été victime de violence psychologique, donc [se faire] insulter, se faire parler sur un ton méchant, propager des rumeurs, et on sait à quel point, à l'adolescence, une rumeur peut faire beaucoup de dommages. 40% des garçons, 60% des filles ont déjà été menacés, ridiculisés ou insultés sur internet et sur les réseaux sociaux en lien avec un thème qui touche la sexualité, l'identité sexuelle, l'orientation, donc, tous des précurseurs au niveau des violences aussi.

Finalement, l'étude PIXEL qui a énormément de données, mais que j'ai essayé de réduire le plus possible pour alléger le temps. Avant 17 ans, je trouve ça très important à nommer, 50% des femmes et 40% des hommes ont eu une relation sexuelle, donc ça veut dire qu'environ la moitié des gens de 17 ans n'ont toujours pas de relation sexuelle. Quand on dit qu'il y a une hypersexualisation très importante et que l'âge de la première relation sexuelle [...] est de plus en plus jeune, dans les faits, ça fait environ 30 ans, donc trois décennies que ça n'a pas changé.

Par contre, chez les jeunes sexuellement actifs, plus d'un quart de ceux qui ont de 17 à 20 ans ont eu un partenaire sexuel et un cinquième des 21 à 29 ans ont eu plus de 15 partenaires sexuels. On dit qu'un jeune sur dix a déjà subi de la violence dans sa dernière relation sexuelle, ce qui peut s'étaler de toutes sortes de façons. Une personne sur dix, un homme sur dix et une femme sur trois ont vécu un abus sexuel au cours de leur vie. C'est une étude qui s'adresse à des répondants de 17 à 29 ans. Les statistiques sont très élevées quant aux violences sexuelles, moi, je trouve ça très alarmant en fait. 37% des hommes, 32% des femmes ont utilisé un condom à la plupart ou pour toutes les relations vaginales avec des partenaires. Si en couple, on a une diminution de ce pourcentage-là chez les jeunes de 21 à 29 ans et ce qui est répondu là-dedans c'est que la première barrière pour recourir à des services de prévention d'ITSS bien c'est la peur, la honte, le malaise de discuter de leurs activités sexuelles. C'est parce qu'on n'a jamais eu la place en fait pour en discuter, puis on n'a pas les outils pour le faire.

La deuxième barrière, ne pas savoir où aller finalement, ne pas savoir où me tourner pour avoir des ressources, pour avoir du matériel, etc. Qu'est-ce qu'on retient de tout ça? Les milieux d'enseignement supérieur doivent mettre en place de nouvelles politiques pour prévenir et combattre les violences sexuelles. Donc, on est dans ce processus-là, les webinaires comme aujourd'hui servent à ça aussi. De plus en plus d'études révèlent un usage problématique de la pornographie, puis des impacts sur l'imagerie mentale et la conception des genres. Donc, pas nécessairement au niveau de l'activité sexuelle comme telle, mais au niveau, en fait, de ce que ça représente de ce qui est vu dans la pornographie, des inégalités, surtout au niveau du genre, des violences sexuelles, des comportements de domination, d'oppression.



Des statistiques d'ITSS qui sont alarmantes. Aussi, une augmentation considérable chez les groupes jeunesse, donc les 14 à 25 ans, c'est le groupe où c'est le plus en hausse dans les dernières années. Et des inégalités au niveau scolaire, donc comme on disait, l'éducation à la sexualité qui va varier selon les ressources qui sont disponibles dans les écoles.

Finalement, des vagues de dénonciation d'abus sexuels, d'inconduites dans les médias d'ici et d'ailleurs, en 2014, en 2017, en 2020, plus récemment dans les médias québécois où, entre autres, le milieu de la musique, de la télévision, du tatouage, des personnalités web ont été très ciblées par des accusations d'inconduites ou d'agressions sexuelles.

Alors, en 2020, qu'est-ce qu'on retient? Le mot consentement est sur toutes les lèvres, mais clairement, par les statistiques qu'on nous présente ici, on ne comprend peut-être pas tout à fait comment l'appliquer et surtout comment l'appliquer de façon positive.

Qu'est-ce qui est une barrière pour appliquer le consentement? C'est, évidemment, le fait que la sexualité est encore tabou, que c'est un sujet difficile à aborder. Et qu'est-ce qui explique que ce soit encore tabou? Il y a plusieurs éléments, déjà un conditionnement qu'on ne peut pas nier, qui est lié à l'historique religieux. On avait une vision traditionnelle du mariage, une valorisation d'un modèle très traditionnel, basé sur la monogamie au sein du mariage, [sur] la famille nucléaire. L'importance accordée à la virginité des femmes aussi. On peut penser peut-être que ça s'estompe et puis qu'on a évolué, mais je vous garantis que si vous aller voir, par exemple, des commentaires sur nos vidéos YouTube, c'est encore une question très, très, très importante. Et l'absence aussi de considération du plaisir et de l'orgasme, donc, dans l'historique religieux, [où] le but du coït est bien sûr de procréer.

Ce qui s'ajoute [à cela], c'est des normes sociales très fortes et très ancrées dans des valeurs qui découlent de ces modèles religieux. On a des médias qui présentent aussi seulement certains modèles. Je parlais tantôt de la famille nucléaire, on peut nommer des centaines de films qui commence avec maman, papa et un ou plusieurs enfants, mais est-ce qu'on a vraiment beaucoup d'histoires qui se passent avec un parent *trans*, des parents homosexuels, une diversité multiculturelle, très peu. L'éducation ou l'absence d'éducation reçue et, finalement, les risques réels associés à des comportements sexuels à risque. Évidemment, si on n'a pas de méthode de contraception, si on ne parle jamais de protection des ITSS, oui, il y a des risques réels à la sexualité qui sont des grossesses indésirées, des ITSS, des violences sexuelles. Donc, il y a, effectivement de vrais risques.

Par contre, ce qu'on retient de tout ça c'est que le discours, il est très négatif, il est très stigmatisant face à la sexualité. Donc, comment on fait pour l'aborder de façon positive? Concrètement, qu'est-ce qu'on peut faire comme intervenant et intervenante pour donner une éducation à la sexualité qui est positive? Alors on a des lignes directrices qui ont été produites par une recherche publiée en 2018 où





on suggère d'avoir une éducation positive, inclusive et émancipatrice. Comment concrètement on peut détailler ça?

On peut détailler une éducation positive qui déconstruit des stéréotypes et qui aborde la multiplicité des sexualités. Je vais en donner des exemples un peu plus tard. On peut aborder des notions de plaisir et d'orgasme féminin aussi et pour tous les corps, donc pour les corps *trans*, pour les corps intersexe et compagnie. Ça passe aussi par une approche bienveillante, dénuée de jugement et respectueuse de l'agentivité des jeunes. Ce qu'on veut dire par là, c'est que ce n'est pas nécessairement parce que nous, on ne se serait pas senti prêt ou prête à avoir tel comportement ou telle attitude à cet âge-là qu'on a le droit de juger du comportement ou des attitudes des jeunes avec qui on intervient.

Une éducation inclusive, [...] qui prend en considération les différents contextes sociaux et qui vise la justice sociale. C'est-à-dire, c'est bien facile de dire « utilisez le condom », si on est dans un milieu où les jeunes sont possiblement défavorisés, n'ont pas accès à un revenu quelconque, n'ont pas les moyens de se procurer un condom ou de se procurer une méthode de contraception qui peut être très couteuse si on n'a pas accès, disons, à la carte soleil, des choses comme ça, il faut le prendre en considération.

Une éducation aussi qui répond aux besoins diversifiés des jeunes. Ce n'est pas tout le monde qui a besoin de la même chose et il faut en être conscients [et conscientes] et ce n'est pas tout le monde qui est à la même place non plus. Proposer des outils pédagogiques qui illustrent les diversités. On ne peut pas prendre pour acquis par exemple, qu'on n'a pas de jeunes *trans* dans notre classe, ce n'est pas parce qu'on ne le voit pas ou parce que ça n'a pas été dit que ce n'est pas vécu intérieurement. Ça fait qu'il ne faut jamais assumer, en fait, qu'on n'a pas ce type de réalité là chez nous.

Une éducation émancipatrice aussi, qui participe au développement personnel des jeunes, qui donne des outils pour s'affranchir des diktats sociaux. C'est sûr qu'on va avoir une influence d'une norme sociale qui va être dictée par la société, mais d'une autre qui va être dictée par les amis, d'une autre qui peut être dictée par l'école ou par la famille ou le milieu culturel. Alors, il faut savoir départager, qu'est-ce que nous, on décide d'adopter pour soi-même.

Et finalement, une éducation qui place au cœur de sa pédagogie les besoins et les attentes des jeunes. C'est vraiment de se concentrer sur eux et elles.

Les contenus d'éducation à la sexualité vont souvent être axés sur des conséquences négatives et sur l'angle de la prévention alors que ça devrait porter sur une compréhension du développement psychosexuel : les besoins des jeunes, les changements sur leur corps, les impacts de ces changements hormonaux là, leurs valeurs et sa propre valeur personnelle. Pour l'aborder de façon positive, l'éducation à la sexualité peut amener à avoir une meilleure acceptation de soi, à



reconnaitre ses changements hormonaux, les changements du corps, à avoir une meilleure conception de la puberté aussi. Et ça par exemple, c'est sûr que si on arrive dans une classe où on sépare encore les garçons et les jeunes filles pour donner un cours sur la puberté ou sur les changements hormonaux, sur le cycle menstruel, bien c'est certain qu'on n'arrivera pas à une éducation à la sexualité qui est positive parce qu'on va comme inculquer comme valeurs que ce qui regarde les filles, ça regarde les filles, ce qui regarde les gars, ça regarde les gars, et vous n'avez pas besoin de vous soucier du corps de l'autre, des besoins de l'autre, etc.

Des attitudes plus souples face aux rôles de genres et sociosexuels. Ça a été démontré dans de nombreuses études qu'à la base quand, disons, si on a un enfant qui démontre très rapidement qu'il est homosexuel ou qu'il est *trans* ou quoi que ce soit, bien souvent, la plus grande menace va venir des parents et pas des pairs parce que les parents ont peur que le jeune ou la jeune se fasse *niaiser* à l'école ou peu importe puis que finalement, dans le milieu scolaire, ça se passe super bien parce que les enfants ne font que reproduire et imiter ce qu'ils ont appris des parents ou du milieu autour.

Amélioration de la santé et du bien-être sexuel. C'est vraiment important de noter que la santé sexuelle, c'est un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social et ça, ce sont les lignes directrices canadiennes pour l'éducation à la sexualité qui nous rappellent que ce n'est pas seulement l'absence de maladies, de dysfonctions ou d'infirmités. La santé sexuelle ça requiert une approche positive et respectueuse de la sexualité.

Justement, parlant des lignes directrices canadiennes : il y en avait qui avaient été produites en 2008, puis on a fait une mise à jour en 2019, donc 11 ans plus tard, sur les lignes directrices en matière d'éducation à la santé sexuelle. Un document super pertinent qui est gratuit, que vous pouvez aller chercher pour vous guider. Les changements sont quand même importants entre l'édition de 2008 et 2019, on reconnaît le caractère plus inclusif, les changements démographiques aussi, qu'il y a un vieillissement de la population, il y a une plus grande expression de la diversité sexuelle et de la diversité ethnoculturelle, un processus de réconciliation avec les populations autochtones et non autochtones. L'inclusion des technologies, [c'est] super important, on ne peut pas passer sous silence l'impact des technologies dans l'éducation à la sexualité et la reconnaissance des communautés LGBT. On a aussi abordé la notion de consentement sexuel et de violence basée uniquement sur le genre.

Alors comment peut-on nous-mêmes s'adapter en tant qu'intervenant et intervenante pour offrir une éducation à la sexualité plus accueillante, plus positive? Déjà, de voir la sexualité comme une tâche développementale comme une autre. On entend souvent le discours que la sexualité, c'est quelque chose d'intime. Oui, c'est vrai, mais il y a beaucoup de choses qui peuvent être intimes : parler d'histoire c'est très intime parce qu'on la présente selon un apprentissage culturel ; parler de religion, c'est très intime parce qu'on la présente selon un certain



apprentissage. Donc, il y en a quand même des matières qu'on aborde à l'école et qui ont tout de même ce bagage intime. Si on arrive à le voir comme une tâche développementale, où le but est de comprendre la sexualité et de faire des prises de conscience par rapport à ses référents, on a plus de facilité à offrir une éducation à la sexualité positive.

Il faut aussi comprendre les jeunes, leur donner de l'espace pour discuter. C'est bien beau d'avoir des lignes directrices, c'est bien beau d'avoir des contenus obligatoires, ça reste que les mieux placés pour nous dire ce qu'ils veulent savoir ce sont les jeunes eux-mêmes, qui vont être amenés à réfléchir à leurs propres connaissances puis leurs propres prises de décisions.

Soigner la qualité de l'intervention et de la relation éducative. C'est vraiment important de créer un climat favorable pour l'échange de points de vue et, pour ça, une des façons, ça peut être de faire des mises en place avant que les cours commencent, de ce qu'il est possible de dire et de ce qui n'est pas possible.

Présenter objectivement la réalité. Parfois, oui, ça peut être gênant, mais il ne faut pas fuir les aspects sensibles parce qu'en fait, la sexualité est faite de beaucoup de nuances, il faut être capable de les aborder ces nuances-là, même si ça peut être gênant. Le plus gênant, c'est quand les jeunes vont sentir qu'on est inconfortables à aborder un sujet, c'est là où ça va être le plus tentant, finalement d'aller tirer les vers du nez. Donc, plus la personne est dans un environnement accueillant, plus on facilite une meilleure estime de soi, une meilleure acceptation de sa sexualité.

Alors, quelques astuces concrètes. Définir son cadre de référence, démontrer de l'ouverture face aux échanges. C'est sûr qu'on a tous et toutes un bagage, un bagage d'expérience, puis un cadre de référence qui détermine un peu notre personnalité, qui on est, quelles sont nos valeurs, puis comment on les voit. Ça fait que d'être capable de se détacher de ça pour accepter que ce n'est pas tout le monde qui a le même cadre de référence que nous, ce n'est pas tout le monde qui partage les mêmes valeurs que nous, ça va vraiment faciliter au niveau de la compréhension active et positive.

Utiliser des sources fiables pour répondre aux questions. Aller chercher des études scientifiques, aller chercher des documents ministériels. On a une grande, grande part de désinformation dans les dernières années sur les médias, ça fait qu'il faut être capable de contrer ça en allant chercher des bonnes sources parce que, malheureusement, les jeunes vont être très influencés [...]. Donc, c'est facile d'aller chercher de l'information qui finalement est fautive ou inadéquate.

Prévoir des règles de fonctionnement spécifiques. Comme je le disais tantôt, un des trucs, c'est toujours de garder une part d'intimité, donc de ne pas partager d'histoires véridiques soit sur soi, soit sur les autres et de ne pas utiliser les pairs comme exemple aussi, de faire preuve d'ouverture dans les questions. C'est juste quelques petites pistes qu'on



peut rappeler à chaque début de cours qui se distingue, par exemple, d'une classe où on parle d'histoire.

Éviter le terme normal : c'est le pire terme à utiliser pour essayer de normaliser une situation parce que, finalement, le terme normal est très, très, très subjectif et très variable d'une situation à l'autre. On essaie de ne pas rentrer dans qu'est-ce qui constitue la normalité, mais de connaître le langage approprié, de voir quels sont les langages utilisés par les jeunes.

Rassurer les élèves sur le caractère légitime de leurs questions, ne pas prendre pour acquis que parce qu'ils sont rendus quelque part, ils savent de quoi ils parlent. J'ai un exemple par rapport à ça, [alors] que j'animais une intervention dans une classe de secondaire 5, en avril, donc dans un groupe qui s'en va au cégep, qui est à sa dernière année et qui répond super bien, c'est un groupe de sport-études. Et je demande « qu'est-ce que c'est, d'après vous, le sexe oral » ? Et j'ai une jeune fille super dynamique qui me répond que « c'est parler de sexualité ». Ça l'aurait été facile de croire que tout le monde est rendu au même endroit puis, qu'en tout cas, au moins, le sexe oral on sait ce que c'est, mais pas nécessairement et ça s'applique pour toutes sortes de situations bien sûr.

Évaluer ses connaissances, être honnête si on ne dispose pas des connaissances. La meilleure solution, c'est toujours de dire je vais aller chercher l'information plutôt que d'essayer de dire n'importe quoi et d'admettre qu'on apprend toute notre vie. Même si on a peut-être, nous, commencé à être actifs [ou actives] sexuellement, ça ne veut pas dire que l'on connaît tout sur la sexualité non plus.

Et faire preuve d'inclusivité à tous les niveaux. Ça veut dire, oui, dans notre langage, mais ça veut dire aussi d'utiliser des exemples non genrés, [de] faire attention au non verbal, aux attitudes, aux images qui sont utilisées. De ne pas utiliser toujours la petite famille nucléaire blanche avec papa, maman, un enfant, d'essayer de varier ce type d'exemple là.

Comment on peut amener les jeunes à exprimer eux-mêmes leurs désirs sainement avec le verbal et le non verbal? Une bonne façon de le faire, c'est de déconstruire un peu les apprentissages qui ont été faits. Une façon de déconstruire, c'est d'utiliser un bon lexique pour aborder la sexualité. Ça va [permettre] de retirer les effets de gêne, de honte et de malaise à parler de sexualité. Souvent, ce qu'on va entendre, c'est « ah, [discuter de] la sexualité, ça casse le moment ». Ça n'a pas besoin de casser le moment si on est capable d'aller [utiliser], par exemple, des sextos, des *post-it*, des jeux sexuels, des discussions informelles. Toutes les situations où on est capable d'aborder la sexualité avant le moment d'avoir des contacts, d'avoir des rapports où on a pu parler de son plaisir, parler de protection, parler de toutes sortes d'autres thèmes.

Utiliser le verbal et le non verbal, pour essayer de faire une meilleure analyse du langage corporel, une analyse des sons [et] entraîner une meilleure communication. Il y a eu des pubs et des pubs par rapport au



consentement où [on dit que] « non » [ou] « ouin », c'est quand même « non » [...]. Et surtout, ne pas oublier d'utiliser les bons mots. Si on est capables de nommer un coude ou un genou, on est certainement capables de nommer un pénis et une vulve. Alors, c'est vraiment dans l'imaginaire québécois et dans les valeurs très conservatrices qu'on a de la difficulté à nommer les choses telles qu'elles le sont, mais c'est particulièrement important dans l'éducation à la sexualité.

Le consentement sexuel, justement, ce fameux mot qu'on nomme tout le temps. La définition morale du consentement c'est de tenir compte qu'avant et tout au long d'une relation sexuelle, les partenaires, ensemble, doivent s'assurer de la volonté respective à entreprendre ou à poursuivre l'activité. Donc, il faut aller plus loin que de juste définir le terme consentement : donner des exemples, savoir quand est-ce que ça s'applique, quand est-ce qu'on peut vraiment s'opposer à une activité ou que dans d'autres occasions on veut donner son accord. C'est le manifester vraiment activement ce désir-là et rappeler qu'il y a une responsabilité des partenaires, des deux partenaires [...] de verbaliser puis d'écouter. Donc, il ne faut jamais [le] prendre pour acquis.

Par rapport à ça, je pense que cet exemple-là est super important à mentionner. C'est un exemple que je donnais dans mes classes puis qui parlait beaucoup [aux jeunes]. Un couple qui a respectivement 17 et 18 ans, un couple hétérosexuel qui s'en va à une fête. Le garçon, qui a 18 ans, va acheter de l'alcool et puis c'est entendu que tout le monde dort chez l'ami en question où se fait la fête [...]. Donc, la soirée avance, la jeune fille finalement boit un peu plus d'alcool qu'elle n'aurait dû puis décide d'aller se mettre au lit parce que, finalement, elle a trop bu et elle ne veut pas continuer la soirée. Donc, son copain l'accompagne pour aller la mettre au lit et il l'aide à se déshabiller pour se coucher, puis au moment où il la déshabille, ça éveille un peu l'activité sexuelle, alors il y a un désir qui se manifeste de sa part puis ils décident ensemble d'avoir une relation sexuelle. Donc, le jeune homme retourne finalement à la fête et laisse la jeune fille là, puis elle tombe endormie. Deux heures après, elle se réveille et lorsqu'elle se réveille, elle constate en fait qu'elle est humide, qu'elle a un peu de sperme sur elle, elle a comme des *flashbacks* d'avoir quelqu'un sur elle, d'avoir eu des ébats amoureux, mais ne se souvient pas avec qui. Alors cette jeune fille là, entend ses amis en bas à la fête, à partir de ce moment-là, elle a un sentiment où elle a été agressée. Et non seulement elle aurait été agressée par quelqu'un qu'elle connaît, mais elle aurait été agressée sous les yeux de son copain. Donc, on a souvent, [dans] la culture du viol ou la culture de victimiser la victime finalement [qui] vit cet effet-là et choisit de ne pas en parler à son partenaire et puis [qui] va vivre pour un long moment, peut-être pour toute sa vie avec l'impression qu'elle a été violée ce soir-là alors que finalement [peut-être que ça la rassurerait de savoir que c'était] avec son partenaire. C'est des genres d'exemples où on ne doit absolument pas prendre pour acquis que le consentement est toujours valide, même dans un couple.

Comme je le disais, une autre façon, c'est bien sûr de déconstruire les stéréotypes pour aborder les notions de plaisir et de diversité. On en connaît beaucoup, des stéréotypes [comme] « la sexualité, ça devrait



aller de soi ». Bien au contraire, il y a beaucoup d'aspects qui peuvent jouer sur la sexualité : prise de médicaments, stress, anxiété, pression des partenaires, charge mentale, trouble de santé mentale. La liste est longue sur ce qui peut influencer sur le désir et la libido, mais évidemment, ce n'est pas le genre de choses qu'on discute le plus fréquemment, l'absence de désir. C'est vraiment quelque chose à aborder parce que ça peut arriver, même très jeune.

[Autre mythe :] « La relation sexuelle, c'est seulement la pénétration ». Bien au contraire, ça peut être bien plus large que ça. Les relations sexuelles sont bien plus vastes que l'acte pénétratif en soi : on peut inclure là-dedans des caresses sexuelles, des touchés, de la sexualité virtuelle, du sextage, de la masturbation, le BDSM, le voyeurisme, énormément de comportements qui peuvent entrer dans les relations sexuelles. L'exploration est nécessaire : je ne dis pas [de faire l'exploration] de tout, tout le temps, je ne suis pas en train de vous dire « il faut qu'on ait fait tout ça », mais l'exploration est nécessaire pour déterminer ce qui nous convient et aussi ce qui ne nous convient pas.

[Autre mythe :] « La masturbation rend sourd ». Bien au contraire, la masturbation, ça permet d'explorer son corps, de favoriser le développement d'une sexualité épanouie, ça aide à diminuer les tensions sexuelles, ça permet de stimuler l'imaginaire érotique. C'est très, très important dans un monde où la porno est tellement omniprésente. Ça favorise l'aisance au corps aussi, la communication de ses besoins et ça peut être très favorable pour l'excitation sexuelle. Donc, c'est bénéfique pour les rapports sexuels au niveau de la lubrification et de l'érection et ça peut très bien se faire dans le cadre d'une relation avec partenaire [...].

[Autre mythe :] « les femmes n'aiment pas le sexe, les hommes c'est dans leur nature ». Bien au contraire. On fait référence ici à un double standard, qui revient finalement à considérer différemment un même comportement pour deux sexes différents. Ça divise les attitudes, ça divise les perceptions dans certaines situations en fonction du sexe. Un exemple par rapport à la sexualité, le double standard, [où] les hommes sont souvent étiquetés comme sont toujours en quête de sexualité, ils jouent un rôle actif, ils initient régulièrement les contacts sexuels. Puis à l'opposé, bien les femmes sont cataloguées comme étant désintéressées de la sexualité, elles vont le faire juste pour plaire à leur partenaire masculin et elles sont complètement passives dans les relations sexuelles, donc elles sont là seulement pour répondre aux besoins des hommes. On s'entend bien que ce n'est pas la réalité ! Par contre, c'est un discours qu'on entend et qu'on répète à perpétuité. Finalement, ça rentre un moment donné dans l'imaginaire et ça crée des complexes [alors que] c'est basé sur des jugements de valeur non fondés et des stéréotypes qui ne contiennent aucune nuance et qui posent des limites importantes à l'agentivité sexuelle et à l'expression de ses besoins et désirs, particulièrement pour des jeunes qui sont en découverte de leur corps et de leur plaisir.

J'aimerais conclure en nommant quelques éléments super importants à retenir. On a tous et toutes des biais, des expériences personnelles, des



cadres de référence, c'est tout à fait normal, on ne peut pas s'en détacher. Par contre, on peut essayer de miser sur une approche objective et ouverte pour chacune des situations.

Les changements de mentalité, de modèles d'enseignement prennent du temps. Vous vous souvenez de la petite histoire de la sexualité que j'ai faite au début : c'est très long avant qu'on arrive à changer complètement des *patterns*. Donc, c'est possible d'adopter une éducation à la sexualité saine, positive avec des mesures adaptées, mais ça va prendre du temps. On a des outils comme le webinaire d'aujourd'hui, comme toutes sortes de formations, des colloques, les vagues de dénonciation aussi ça sert à ça. C'est bon signe, on est sur la bonne voie, mais voilà, ça prend du temps.

Et finalement, la sexualité, bien ça implique une notion de risque, mais aussi un lot d'aspects positifs. Donc, tant que le consentement est obtenu de toutes les parties [...] et qu'on est en âge et en position de consentir, bien il n'y a pas lieu d'en faire une propagande négative ou stigmatisante, on peut rester dans quelque chose qui est super positif.

[...]

Andréanne St-Gelais :

Merci Isabelle ! Si vous avez des questions, il y a une boîte intitulée Q & R au bas de votre écran ou Q & A pour ceux et celles qu'ils auraient la version de Zoom en anglais. Vous pouvez écrire vos questions, il y a un moyen de le faire de manière anonyme ou de le faire avec votre nom. On va laisser quand même quelques secondes aux gens pour écrire leurs questions. J'en ai déjà une première qui vient d'apparaître. Est-ce qu'il y a du matériel qui est disponible dans les ressources que vous produisez à On SEXplique ça qui pourrait être repris dans certaines activités, dans un cadre collégial ou dans un cadre universitaire?

Isabelle Arcoite :

Oui, je pense que oui, certainement ça peut être repris. Déjà, juste au niveau des capsules vidéo, c'est certain que le langage qui est utilisé dans les capsules est peut-être un petit peu plus jeune, s'adresse un peu plus à des jeunes, mais on réalise que notre public cible finalement, ceux qui consultent nos vidéos, 40 % ont de 18 à 34 ans. Ça fait qu'il y a vraiment un intérêt et il y a des thèmes qui sont abordés pour des personnes plus vieilles. Le fait qu'on utilise un langage ludique, ça permet justement de désensibiliser le thème et de rendre ça moins sérieux. Donc, oui, même si on est avec une clientèle qui est plus âgée, une clientèle de jeunes adultes, ça reste que c'est des thèmes qui peuvent être abordés et qui peuvent susciter l'intérêt, même si à la base la capsule n'était pas nécessairement faite pour eux et elles.

Andréanne St-Gelais :

Merci ! On a une deuxième question qui nous est venue du chat. Que penses-tu du rôle des enseignants, enseignantes dans l'éducation à la sexualité?

Isabelle Arcoite :

C'est une bonne question parce que leur rôle est super important, c'est certain puis les données sont partagées, en fait. Il y a une part l'école de pensée qui dit qu'on doit créer un lien de confiance avec les jeunes avant d'aborder l'éducation à la sexualité. Donc, les professeurs sont

les premières personnes à créer ce lien de confiance, alors c'est une bonne chose que ce soit eux et elles qui soient en charge de l'éducation à la sexualité. L'autre école de pensée va nous dire, en fait, que ça prendrait des personnes formées, donc des sexologues ou du moins des intervenants et intervenantes sociales, et surtout ça prend quelqu'un qui se détache de la situation. [Il se peut que les jeunes n'aient pas] envie de raconter à leur prof de math ce qu'ils ont fait [...]. Ça fait qu'il y a les deux écoles de pensée. Moi, ce que je crois sincèrement, c'est que si on était capable d'avoir une reconnaissance de la fonction des sexologues dans le milieu scolaire (en ce moment, ce n'est pas un titre qui est reconnu par le milieu d'enseignement), ça nous permettrait d'avoir un ou une professionnel(le) qui est à temps plein dans une école, à temps plein dans le milieu scolaire, une ou deux journées par école, quelque chose comme ça. [À ce moment-là], le lien de confiance, il pourrait se créer et on pourrait jumeler les données qu'on reçoit des deux côtés puis être capable d'avoir des personnes formées qui vont donner des ateliers, qui vont donner des cours et aussi qui vont pouvoir outiller et former les profs quand des jeunes décident d'aller finalement se confier. Je trouve que c'est vraiment un travail de collaboration qui doit se faire. Je trouve ça dommage qu'en ce moment on n'a pas pleinement l'opportunité de le faire.

Andréanne St-Gelais :

Super, merci ! Donc, une autre question : est-ce qu'il y a des ressources ou des ouvrages plus particuliers que tu pourrais recommander pour les personnes qui voudraient approfondir la question de l'éducation à la sexualité positive?

Isabelle Arcoite :

Oui, les études je pourrais les envoyer, en fait, l'étude PIXEL, l'étude PRESAJ, l'étude PIECES sont très, très intéressantes pour donner des pistes d'actions. Il y a aussi le petit guide d'éducation à la sexualité positive, inclusive et émancipatrice que je nommais tantôt. Les définitions que je donnais de chacun des types d'éducation, qui est aussi super pertinent. Puis ça, c'est comme parmi tant d'autres, il y a plusieurs livres qui peuvent vraiment servir à faire une éducation à la sexualité positive. Ça, c'est plus des études scientifiques, basé sur des données scientifiques, mais c'est très, très bien verbalisé. Je trouve que c'est le genre de choses qu'on peut utiliser facilement dans un contexte scolaire, même dans un contexte collégial, universitaire. [On pourrait même décider] de s'en servir comme lecture de classe.

Andréanne St-Gelais :

Excellent ! Donc, si jamais il y avait d'autres questions, en ce moment, je n'en ai plus d'autres dans la boîte des questions. Mais n'hésitez pas à les formuler, je vais vous laissez encore une ou deux minutes puis sinon, on passera à la conclusion.

[...]

Andréanne St-Gelais :

[Une autre question]. Que pensez-vous d'une cohérence canadienne entre les curriculums d'éducation à la sexualité?

Isabelle Arcoite :

Ça serait tellement pertinent ! Surtout avec ce qu'on vient de voir avec l'Ontario où [...] on avait un programme en place d'éducation à la sexualité, puis on est revenu sur certaines notions [...] de façon





conservatrice. On est allé enlever certaines notions qu'on ne considérait pas nécessairement importantes ou pertinentes à aborder pour les jeunes. Des notions notamment liées au plaisir, Donc, oui, je pense que ça serait vraiment important qu'on ait une concertation puis qu'on ait aussi une reconnaissance en fait de tout ce que ça apporte l'éducation à la sexualité. Souvent, ce qu'on entend c'est juste le mot sexualité, on pense juste au sexe, à mettre un condom sur un pénis en bois. Évidemment, on peut se dire qu'à peu près n'importe quel professionnel scolaire est capable de faire ça. Mais c'est tellement plus large, c'est tout ce qui touche les relations interpersonnelles, c'est tout ce qui touche le respect de soi, ça traite d'image corporelle, ça traite d'accueil, d'inclusivité, d'ouverture à la différence. Pour, justement, déconstruire les différences pour qu'on n'appelle plus ça des différences, mais qu'on fasse juste cohabiter ensemble en société de façon très unie, respectueuse. L'éducation à la sexualité traite de tellement de volets qu'elle mériterait d'être prise plus au sérieux dans le cursus scolaire et justement de faire le lien, en fait avec tout le volet pancanadien d'éducation. Mais, bon on sait que chaque province est très distincte dans sa façon d'enseigner et dans ses ressources. Même juste au Québec, le fait qu'on ait des cégeps qui ne se trouvent pas dans les autres provinces, c'est sûr qu'il y aurait beaucoup de choses à adapter à ce niveau-là pour qu'on ait quelque chose de cohérent partout, mais ça serait un travail à faire.

Andréanne St-Gelais :

Merci beaucoup ! Donc, je n'ai pas eu d'autres questions [...]. Si jamais il y en a d'autres qui apparaissent là pendant la conclusion, on les traitera avec grand plaisir parce qu'on a encore un peu de temps. Mais sinon, un grand merci Isabelle pour la présentation d'aujourd'hui. Un grand merci aussi pour votre présence et votre participation à toutes les personnes qui se sont jointes à nous. J'espère pour vous que ça a été un moment engageant, un moment stimulant.

Petit rappel que l'enregistrement sera disponible sur notre site web d'ici quelques jours. Donc, merci encore puis merci aussi de bien vouloir remplir notre formulaire d'évaluation que vous allez recevoir vers 14h par courriel. Et si jamais vous voulez rester au courant du projet, au courant des prochains webinaires, vous pouvez rester en contact avec nous via les médias sociaux de *Possibility Seeds*, on est sur Twitter, Facebook, LinkedIn, Instagram. Donc, merci tout le monde, puis on se revoit avec grand plaisir au prochain webinaire.

Isabelle Arcoite :

Merci beaucoup !